



Les 13, 14 et 15 septembre est organisé à Grenoble - à MC2- par le journal Libération un forum intitulé « Vive la Politique ! » Un forum où sont attendues plus de 200 « personnalités » de gauche et de droite, dont une douzaine de ministres de Nicolas Sarkozy (Brice Hortefeux, Rachida Dati, Christine Lagarde, Xavier Darcos, Hervé Morin, Fadela Amara, Valérie Pécresse, Martin Hirsh...). Le Réseau Éducation Sans Frontières 38 a été sollicité par La Bifurk où s'organise le off de ce forum, sorte de caution militante officielle de cet évènement.

Nous, RESF 38, refusons de participer à une opération politicienne où seront présent-e-s les ministres d'un gouvernement qui organise et planifie la chasse aux personnes sans papiers, la casse des solidarités et des acquis sociaux.

Mais nous comptons bien profiter de cette présence gouvernementale pour manifester notre colère.

En effet, durant l'été les expulsions ont redoublé et elles se poursuivent, toujours au mépris des droits humains les plus élémentaires : 25 000 annoncées par le sinistre Hortefeux d'ici la fin de l'année pour remplir des « quotas ». Ce dernier a ordonné l'intensification des interpellations de personnes sans papiers (125 000 exigées pour 2007). Les pires méthodes sont utilisées : rafles, traques, menaces, détention et expulsion, M. Hortefeux se félicitant même que les rafles fonctionnent si bien. Toujours plus nombreux sont les cas d'individu-e-s poussé-e-s à des gestes désespérés pouvant mettre fin à leur vie pour échapper aux traques policières. Des enfants, des femmes et des hommes sont maintenu-e-s sans raison en rétention, dans des conditions déplorables.

Nous refusons la politique du quota d'expulsions et d'arrestations, qui va même jusqu'à créer de nouveaux sans-papiers parmi les étrangères et étrangers résidents régulièrement en France, dans le seul but de "tenir les chiffres".

Nous refusons une politique qui criminalise aux yeux du grand public des personnes qui fuient la misère, l'exploitation, les persécutions, etc. et/ou qui ont fait le choix de se réfugier ou de s'installer en France.

Nous refusons la dénomination du « Ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale » qui investit l'État du pouvoir de définir l'identité nationale _ laissant entendre que les étrangers peuvent la polluer !_ et de veiller à son intégrité.

Nous refusons une politique de l'« immigration subie » et de l'« immigration choisie » où les personnes migrantes sont assimilées à une ressource parmi d'autres et où les seules recevables sont celles qui servent l'économie.

Nous refusons une politique du cas-par-cas, basée sur la notion de mérite car nous sommes pour la régularisation de toutes et de tous les sans papiers sans exception, qui enrichissent notre pays par leur diversité.

Nous refusons enfin la politique actuelle qui voudrait nous faire croire qu'elle est à l'écoute des citoyens et citoyennes et des organisations en les invitant à des pseudo-débats truqués. En soulevant de temps en temps la soupape de la cocotte minute cette politique espère ainsi étouffer les protestations, l'indignation de la population, n'hésitant pas par ailleurs à réprimer les militants et militantes de la solidarité.

Nous ne jouerons pas le jeu et continuerons à débattre et à nous battre, chaque jour pour empêcher les expulsions, obtenir la régularisation des familles et de toutes les personnes sans papiers.

**Ainsi, nous appelons à participer au rassemblement unitaire, le
jeudi 13 septembre à 18H,
pelouse devant la MC2, avenue Marcellin Berthelot.**